

COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

VENDREDI 22 SEPTEMBRE 2023

Espace Héлитas à Aurillac

Assemblée Générale Extraordinaire du 22 septembre 2023 (9h30)

Le vendredi 22 septembre 2023 à 9h30, s'est déroulée, à l'espace Héлитas d'Aurillac, l'assemblée générale extraordinaire de l'association de la Retraite Sportive d'Aurillac, sous la présidence de Madame Jocelyne VEROUIL, présidente.

Membres présents à l'AG extraordinaire : 75 émargements

La présidente remercie les participants et rappelle que cette assemblée générale extraordinaire ne comporte qu'un seul point à l'ordre du jour : l'approbation des statuts actualisés de l'association

Les 522 adhérents de l'association ont été convoqués :

- Par mail du 5 septembre 2023 pour les adhérents possédant une adresse électronique
- Par courrier pour les adhérents ne disposant pas d'internet

A l'appui de l'invitation qui a été envoyée, était joint un tableau comparatif entre les statuts actuels et les statuts réactualisés faisant apparaître les modifications à approuver (annexés au présent compte-rendu).

L'ensemble des membres de l'association ont ainsi pu prendre connaissance des adaptations statutaires à intervenir.

La présidente précise que, la FFRS ayant publié des statuts-type à l'attention des clubs RS en cours de création, le comité directeur s'est aperçu à cette occasion que les statuts de notre association méritaient un toilettage.

C'est pourquoi, il a entrepris, courant mai/juin 2023 un travail de mise en compatibilité des statuts de la Retraite Sportive d'Aurillac avec les statuts type d'un club RS affilié tels que préconisés par la Fédération.

Le projet de statuts modifiés a été adopté par l'ensemble des membres du Comité Directeur le 23 juin 2023.

Ce projet a ensuite été transmis à la FFRS (cellule réglementation) qui l'a validé le 16 août 2023 tout en demandant l'ajout d'une précision dans un article (voir infra).

C'est dans le prolongement de ce processus que, dans le cadre de cette AG extraordinaire, le comité directeur soumet ce projet de mise à jour de nos statuts à son approbation.

Les modifications apportées aux statuts actuels :

Sur le fond :

- *Suppression de certaines dispositions relevant des statuts de la fédération et non adaptées à un club local « de taille humaine » : modalités de candidature aux instances fédérales (article 4), inéligibilités*

au comité directeur fédéral (article 11), incompatibilités avec le mandat de président de la fédération (article 17), révocation du CD fédéral par l'AG (article 13) ;

- *Suppression d'une disposition relevant d'une autre autorité* : la procédure de retrait de la licence (article 6) relève de la seule compétence de la Fédération ;
- *Suppression d'une disposition devenue sans fondement juridique* : le certificat médical (article 4) n'est plus exigé par la FFRS pour la pratique des disciplines sportives proposées par notre club (loi du 2 mars 2022 de démocratisation du sport)
- *Ajout d'une précision apportée à l'article 7 des statuts actuels sur la possibilité d'accueillir lors de journées promotionnelles des personnes non licenciées et ne remplissant pas les conditions pour l'être* : à la demande de la fédération, préciser dans « les conditions » la notion de « condition d'âge ».
- *Ajout d'une disposition sur la possibilité pour les membres de l'AG et du Comité Directeur de pouvoir se faire représenter* (pouvoir)
- *Ajout d'un paragraphe sur la vacance de la Présidence* (actuellement, ces dispositions figurent dans le règlement intérieur)

Sur la forme :

- Regroupement des articles par thématique pour une meilleure lisibilité. Du coup, les statuts mis à jour se composent de 13 articles (plus fournis) au lieu de 26 actuellement.

Une fois la présentation des modifications apportées aux statuts actuels effectuée, la Présidente propose aux membres de l'AG extraordinaire d'intervenir.

Aucune question n'étant posée, la procédure d'approbation reprend son cours.

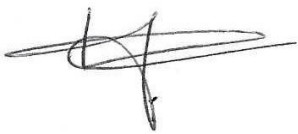
La Présidente indique que, conformément aux dispositions de l'article 21 des statuts actuels, ces nouveaux statuts ne peuvent pas être adoptés lors de cette AG extraordinaire car le quorum exigé de la moitié des membres (soit 261) n'est pas atteint.

En conséquence, ce point sera représenté lors de la prochaine AG qui pourra se prononcer sans condition de quorum.

Aucune autre question n'étant soulevée, la Présidente remercie l'assemblée et clôt la séance à 9h45.

La Présidente,

Jocelyne VEROUIL



La Vice-Présidente

Chantal RENAUD, secrétaire de séance



Tableau comparatif des statuts (actuels/actualisés à approuver)

Dispositions des statuts actuels (20/09/2019)	Observations	Dispositions des statuts actualisés à approuver en AGE (Validés par la FFRS le 16/08/2023)
<p>Titre 1^{er} : But et Composition</p>		<p>Titre I : Nature et composition de l'association</p>
<p>Article 1 : L'association dénommée « Association de la Retraite sportive d'Aurillac » créée en 1991 a pour objet de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - favoriser le développement de la pratique des activités physiques et sportives adaptées aux personnes de plus de 50 ans, sans idée de compétition, dans le respect des règlements techniques des disciplines sportives, le cas échéant adaptés aux caractéristiques des adhérents, et des règles générales et particulières de sécurité, - valoriser la préservation du capital de la santé des pratiquants, - promouvoir la convivialité par la pratique en groupe d'activités physiques et sportives. <p>L'association dénommée « Association de la Retraite Sportive d'Aurillac » précise, lors de son assemblée générale annuelle, la liste des activités physiques et sportives qu'elle reconnaît pour la saison sportive suivante et les inscrit dans son règlement intérieur.</p> <p>L'association s'interdit toute discrimination de quelque nature que ce soit. Elle veille au respect de son objet social par ses membres, ainsi qu'au respect de la charte de déontologie du sport établie par le Comité National Olympique et Sportif Français.</p> <p>Conformément à l'article 8 de la loi n°84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, elle garantit un fonctionnement démocratique, la transparence de sa gestion et l'égal accès des femmes et des hommes à ses instances dirigeantes.</p> <p>Sa durée est illimitée.</p> <p>Elle a son siège : 8 place la Paix 15000 AURILLAC.</p>	<p><i>Les dispositions de l'article 1 des statuts actuels ont été repositionnées dans les articles 2 et 3 des statuts à approuver.</i></p> <p><i>Pas de modification de fond</i></p>	<p>Article 1 : Nature de l'association Il est constitué depuis 1991, entre les personnes physiques, objets de l'article 4 des présents statuts, une association sportive, relevant de la loi du 1^{er} juillet 1901 et du décret du 16 août 1901 et telle que définie par le Code du sport.</p> <p>Elle adhère à la Fédération Française de Retraite Sportive – FFRS – et, de fait au CODERS du Cantal et au CORERS de la région Auvergne Rhône Alpes dont elle constitue un club affilié. Cette affiliation lui confère l'agrément Sport auprès du service départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports du Cantal, DSDEN du Cantal.</p> <p>L'association, par son affiliation, à la FFRS s'engage à se conformer aux statuts et règlements fédéraux et à les faire respecter par ses membres.</p>

<p>Le siège peut être transféré dans une autre commune par délibération de l'assemblée générale.</p>		
<p>Article 2 : L'association regroupe des personnes de plus de 50 ans. Cette association est constituée dans les conditions prévues par le chapitre II du titre 1^{er} de la loi n°84-610 du 16 juillet 1984 modifiée. La qualité de membre de l'association est accordée à toute personne de plus de 50 ans. Cette qualité peut être appréciée, le cas échéant, par le Président du CODERS pour toute personne qui ne remplit pas l'une ou l'autre de ces conditions. Elle se perd par la démission ou la radiation. La radiation est prononcée, dans les conditions prévues par le règlement intérieur, pour non-paiement des cotisations. Elle peut également être prononcée pour tout motif grave.</p>	<p><i>Les dispositions de l'article 2 des statuts actuels se retrouvent en partie dans l'article 4^e et en partie dans l'article 5 des statuts à approuver Pas de modification de fond</i></p>	<p>Article 2 : Dénomination, siège social et durée Cette association est dénommée : "ASSOCIATION DE LA RETRAITE SPORTIVE D'AURILLAC". Son siège social est situé 8 PLACE DE LA PAIX 15000 AURILLAC Le siège peut être transféré sur décision de l'Assemblée Générale. Sa durée est illimitée.</p>
<p>Article 3 : Les statuts de l'association doivent être compatibles avec les statuts de la Fédération. Les instances dirigeantes de l'association doivent être élues selon le même mode de scrutin que celui des instances dirigeantes de la Fédération.</p>	<p><i>Les dispositions de l'article 3 des statuts actuels sont reprises dans l'article 1^{er} des statuts à approuver. De manière plus simplifiée (conformité avec statuts type) Pas de modification de fond</i></p>	<p>Article 3 : Buts de l'association a) L'association a pour objet : - d'organiser, promouvoir et développer la pratique des activités physiques et sportives pour les personnes de plus de 50 ans, cette pratique s'entendant hors compétitions en respectant les règles techniques et de sécurité des disciplines sportives concernées. - de valoriser les bienfaits de l'activité physique sur la santé et la préservation du capital santé de ses licenciés ; - de promouvoir et valoriser le « sport senior santé » : maintien des capacités physiques des seniors grâce à la multi activité ; - de favoriser le lien social et promouvoir la convivialité principalement par la pratique en groupe d'activités physiques et sportives et accessoirement par des activités créatives, artistiques et culturelles. b) L'association se doit : - d'interdire toute discrimination de quelque nature que ce soit ; - de garantir un fonctionnement démocratique, la transparence de sa gestion, conformément à l'article L.121-4 du Code du sport et l'égal accès des femmes et des hommes à ses instances dirigeantes ; - de veiller au respect de son objet social, ainsi qu'à celui de la charte de déontologie du sport établie par le Comité National Olympique et Sportif Français auquel adhère la FFRS.</p>

Titre II : Participation à la vie de l'association		Titre II : Membres de l'association
<p>Article 4 : Tout licencié à la Fédération Française de la Retraite sportive peut être candidat aux instances dirigeantes de l'association, du Coders et de la Fédération. Il doit être à jour de sa cotisation. Le dépôt de sa candidature aux instances nationales de la Fédération n'est recevable que s'il est accompagné de la présentation d'un projet fédéral écrit qui justifie sa compétence pour l'organisation de la vie fédérale et le développement des activités de la fédération et qui précise clairement sa disponibilité pour la durée du mandat. Cette candidature doit être présentée pour avis au Comité Départemental qui la transmet à la commission de surveillance des opérations électorales.</p> <p>La licence prévue au paragraphe I de l'article 16 de la loi n°84-610 du 16 juillet 1984 et délivrée par la Fédération marque l'adhésion volontaire de son titulaire à l'objet social et aux statuts et règlements de celle-ci et lui confère le droit de participer au fonctionnement et aux activités de la Fédération.</p> <p>Un certificat médical de non contre-indication à la discipline sportive pratiquée est exigé.</p> <p>La licence est délivrée aux pratiquants par les comités départementaux au nom de la Fédération aux conditions générales suivantes : le pratiquant s'engage à respecter l'ensemble des règles et règlements, notamment fédéraux, relatifs à la pratique sportive ainsi que les règles relatives à la protection de la santé publique.</p> <p>La licence est annuelle et délivrée pour la durée de la saison sportive (1^{er} septembre au 31 août) sans titre particulier pour chaque participant.</p>	<p><i>Les dispositions du premier paragraphe de l'article 4 des statuts actuels n'ont pas été reprises car concernent la FFRS et sont incluses dans les statuts fédéraux. Ne s'appliquent pas au club RS affilié.</i></p> <p><i>Ces dispositions du deuxième paragraphe de l'article 4 des statuts actuels relatives à la licence se trouvent dans les articles 4 et 5 des statuts à approuver.</i></p> <p><i>Une modification : plus d'exigence d'un certificat médical</i></p>	<p>Article 4 : Constitution de l'association Sont dénommés « membres » toutes les personnes de plus de 50 ans, ne présentant pas de contre-indication à la pratique des activités physiques et sportives, titulaires de la licence délivrée par la Fédération Française de la Retraite Sportive.</p> <p>Des dérogations peuvent être accordées par le président du CODERS à toute personne ne remplissant pas la condition d'âge mais s'engageant à se conformer aux valeurs de la Fédération.</p> <p>La licence est annuelle et valide pour la durée de la saison sportive : du 1^{er} septembre au 31 août.</p> <p>Une carte particulière « sport senior santé » peut être délivrée pour un délai de 3 mois non renouvelable, permettant la découverte des activités proposées par l'association. Une assurance est incluse à la cotisation, dont le montant est fixé par l'assemblée générale de la Fédération. Cette carte ne permet pas à son titulaire de participer aux instances dirigeantes, ni aux formations et séjours organisés par la FFRS, ses organes déconcentrés et ses membres.</p> <p>La qualité de membre se perd par démission, décès ou faute grave, sur décision de la fédération dans les conditions prévues par le règlement disciplinaire de celle-ci dans le respect des droits de la défense</p>
<p>Article 5 : La délivrance d'une licence ne peut être refusée que par décision motivée de l'association ou du CODERS.</p>	<p><i>Ces dispositions de l'article 5 des statuts actuels figurent in extenso dans l'article 5 des statuts à approuver</i></p>	<p>Article 5 : la licence La qualité de licencié est concrétisée par la délivrance de la licence fédérale. Elle peut être retirée par la fédération dans les conditions prévues par le règlement disciplinaire de celle-ci, dans le respect des droits de la défense.</p> <p>La délivrance d'une licence ne peut être refusée que par décision motivée de l'association et du Coders.</p> <p>La licence ouvre droit à participer aux activités physiques et sportives ainsi qu'aux activités ludiques et culturelles reconnues</p>

		<p>par la Fédération selon des modalités fixées par ses statuts.</p> <p>Le pratiquant s'engage à respecter les règles notamment fédérales relatives à la pratique sportive ainsi que les règles relatives à la sécurité et à la protection de la santé publique.</p> <p>Tout licencié peut être candidat aux instances dirigeantes de son association (Comité directeur, Bureau), du CODERS de son département, du CORERS de sa région et de la FFRS. Il doit être à jour de sa cotisation.</p> <p>Tout mandat électif ainsi que toute fonction d'animateur fédéral prennent fin avec le non renouvellement de la licence.</p> <p>Les activités physiques et sportives définies par l'assemblée générale et inscrites annuellement dans le règlement intérieur peuvent être ouvertes exceptionnellement lors d'une journée promotionnelle aux personnes qui ne sont pas titulaires de la licence et qui ne remplissent pas <u>la condition d'âge</u> pour être licenciées. Cette participation est en outre subordonnée au respect par les intéressés de conditions destinées à garantir leur sécurité, leur santé et celle des tiers.</p>
<p>Article 6 : La licence ne peut être retirée à son titulaire que pour motif disciplinaire, dans les conditions prévues par le règlement intérieur, après que cette personne ait pu librement exposer sa défense.</p>	<p><i>Ces dispositions de l'article 6 des statuts actuels sont modifiées dans l'article 5 des statuts à approuver.</i></p> <p><i>Seule la Fédération est peut engager une procédure de retrait de licence.</i></p>	<p>Titre III : Administration de l'Association</p> <p>Article 6 : l'Assemblée Générale</p> <p>- tenue de l'AG : L'assemblée générale, composée des membres de l'association, se réunit au moins une fois par an sur convocation du président, mais aussi à la demande du comité directeur ou du tiers de la totalité des membres de l'association. On y présente le bilan de l'année écoulée et les projets pour l'année à venir. Le Comité Directeur en choisit la date et établit l'ordre du jour.</p> <p>- composition de l'AG : Seuls les membres de l'association à jour de leur cotisation peuvent siéger et voter à l'AG. Les décisions sont prises à la majorité des personnes présentes ou représentées. Les adhérents dans l'incapacité de participer à la réunion de l'assemblée générale peuvent se faire représenter en donnant un pouvoir à un autre adhérent.</p>

		<p>Les adhérents présents ne peuvent pas détenir plus de trois pouvoirs le jour de la réunion.</p> <p>Le quorum comptabilise les adhérents présents et les adhérents représentés.</p> <p>Des personnalités invitées et des membres bienfaiteurs peuvent assister à l'AG avec voix consultative</p> <p>- rôle de l'AG : Elle définit, oriente et contrôle la politique générale de l'association.</p> <p>L'assemblée générale entend chaque année les rapports moral et financier du Comité Directeur.</p> <p>Elle approuve les comptes et vote le budget et le montant de la cotisation.</p> <p>Les comptes de l'exercice clos sont soumis par avance à deux vérificateurs aux comptes désignés parmi les adhérents lors de l'assemblée générale précédente.</p> <p>L'Assemblée générale décide seule des emprunts. Elle est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges, les aliénations de biens immobiliers, la constitution d'hypothèque et sur les baux.</p> <p>Les votes de l'assemblée générale portant sur des personnes ont lieu à bulletins secrets.</p> <p>L'Assemblée Générale élit à bulletin secret les membres du Comité Directeur (organe gestionnaire de l'association) au scrutin uninominal à un tour. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au candidat le plus jeune. Les adhérents désireux de siéger au Comité Directeur doivent se porter candidats au plus tard la semaine qui précède l'élection.</p> <p>Le compte-rendu de la réunion de l'Assemblée Générale et les rapports financiers et de gestion sont communiqués chaque année au CODERS.</p>
<p>Article 7 : Les activités physiques et sportives définies par l'assemblée générale et inscrites annuellement dans le règlement intérieur peuvent être ouvertes exceptionnellement lors d'une journée promotionnelle aux personnes qui ne sont pas titulaires de la licence et qui ne remplissent pas <u>les conditions</u> pour être licenciées. Cette participation est en outre subordonnée au respect par les</p>	<p><i>Les dispositions de l'article 7 des statuts actuels sont rattachées à l'article 5 des statuts à approuver</i></p> <p><i>Précision demandée par la Fédération :</i></p>	<p>Article 7 : le Comité Directeur</p> <p>- composition : 19 membres élus au scrutin secret par l'Assemblée Générale pour un mandat de 4 années qui est renouvelable l'année des Jeux Olympiques d'été.</p> <p>En cas de départ d'un membre élu (décès, démission ou toute autre cause), le Comité Directeur peut coopter un nouveau membre, cooptation qui devra être ratifiée</p>

<p>intéressés de conditions destinées à garantir leur sécurité, leur santé et celle des tiers.</p>	<p><i>remplacer</i> <i>« conditions » par</i> <i>« condition d'âge »</i></p>	<p>par un vote lors de la prochaine Assemblée Générale.</p> <p>Tout membre coopté ne reste en fonction que pendant le temps qui reste à courir jusqu'à la fin du mandat de celui qu'il remplace.</p> <p>- attributions : Il est chargé de mettre en œuvre la politique générale de l'association décidée en Assemblée Générale. Il a pour fonction de diriger, administrer et réguler le bon fonctionnement de l'association. Il suit l'exécution du budget.</p> <p>Il arrête le règlement intérieur spécifique à l'association.</p> <p>Il assure la promotion et le développement de chacune des disciplines pratiquées.</p> <p>Il élit en son sein les membres composant le bureau de l'association.</p> <p>Il organise, si nécessaire, des commissions à mission spécifique, susceptibles de présenter des propositions au Comité Directeur et composées d'adhérents et d'au moins un membre du comité directeur.</p> <p>- fonctionnement : il se réunit au moins trois fois par an.</p> <p>Le Comité Directeur est convoqué par le Président de l'association mais aussi par le quart de ses membres.</p> <p>Le Comité Directeur ne délibère valablement que si le tiers au moins de ses membres est présent. En cas d'indisponibilité, un membre du Comité Directeur peut donner pouvoir à un autre membre qui ne peut en recevoir qu'un seul.</p> <p>Tout membre qui aura manqué trois réunions consécutives, sans excuse acceptée par le Comité Directeur, sera considéré comme démissionnaire.</p>
--	--	--

<p>Titre III : l'Assemblée Générale</p> <p>Article 8 :</p> <p>I. L'assemblée générale se compose des adhérents de l'association à jour de leur cotisation. Peuvent assister à l'assemblée générale avec voix consultative les membres d'honneur, les membres bienfaiteurs.</p> <p>II. L'assemblée générale est convoquée par le Président de l'association. Elle se réunit au moins une fois par an, à la date fixée par le Comité Directeur et chaque fois que sa convocation est demandée par le Comité Directeur ou par le tiers des membres de l'assemblée générale représentant le tiers des voix.</p> <p>L'ordre du jour est fixé par le Comité directeur.</p> <p>L'assemblée générale définit, oriente et contrôle la politique générale de l'association. Elle entend chaque année les rapports sur la gestion du Comité Directeur et sur la situation morale et financière de l'association. Elle se prononce sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les comptes de l'exercice clos, - Le budget prévisionnel pour l'exercice suivant, - Le montant des cotisations dues par les adhérents. <p>L'assemblée générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèque et sur les baux de plus de neuf ans. Elle décide seule des emprunts.</p> <p>Les votes de l'assemblée générale portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret.</p> <p>Les procès-verbaux de l'assemblée générale et les rapports financiers et de gestion sont communiqués chaque année au CODERS.</p>	<p><i>Les dispositions de l'article 8 des statuts actuels relatives à l'AG apparaissent dans l'article 6 des statuts à approuver.</i></p> <p><i>Une modification apportée : la possibilité pour un adhérent d'être représenté (pouvoir)</i></p>	<p>Article 8 : Le Bureau</p> <p>- composition : le comité directeur élit en son sein, à bulletin secret, les membres du bureau cités ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un président ou une présidente - un ou deux vice-présidents ou vice-présidentes, - un trésorier ou une trésorière, - un trésorier adjoint ou une trésorière adjointe, - un ou une secrétaire ,, - un ou une secrétaire adjoint-e , - un à trois membres (animateurs d'activités sportives, responsables de commissions...) en fonction des circonstances. <p>Le mandat du Président et du Bureau prend fin avec celui du Comité Directeur.</p> <p>- attributions : le bureau met en œuvre les décisions prises par le Comité Directeur ou l'Assemblée Générale. Il assure le fonctionnement et la gestion de l'association dans tous ses aspects. Il entretient toutes les relations nécessaires avec les adhérents et tous les organismes liés au monde associatif.</p> <p>- fonctionnement : le bureau se réunit en principe une fois par mois et aussi souvent que nécessaire. Il rend compte de son activité au Comité Directeur.</p>
<p>Titre IV : les instances dirigeantes et le président de l'association</p>	<p><i>Les dispositions des articles 9 à 12 des statuts actuels relatives au Comité Directeur se retrouvent en partie dans les articles 6 et 7 des</i></p>	<p>Article 9 : La Présidence</p> <p>- mandat : La durée du mandat du président est de 4 ans.</p> <p>- attributions : le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux. Il préside toutes les réunions (AG, CD, bureau) pour lesquelles il convoque les membres concernés, établit l'ordre du jour et signe le compte-rendu final. Il ordonnance les dépenses.</p>
<p>Article 9 :</p> <p>L'assemblée générale élit les membres du Comité Directeur.</p> <p>Les instances dirigeantes sont le comité Directeur et le Bureau.</p> <p>La représentation des femmes est garantie au sein des instances dirigeantes par l'attribution d'un nombre de sièges proportionnel au nombre de licenciées éligibles.</p>		

	<p><i>statuts à approuver.</i></p>	<p>En cas d'indisponibilité, le président peut donner délégation au vice-président ou à tout autre membre du bureau, dans les conditions fixées dans le règlement intérieur.</p> <p>Cependant, en cas de représentation en justice, il ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.</p> <p>- vacance de la présidence :</p> <p>En cas de vacance définitive du poste de président, pour quelque motif que ce soit, les fonctions de président sont exercées provisoirement par un vice-président ou un membre du bureau.</p> <p>Dès sa prochaine réunion suivant la vacance, le Comité Directeur élit en son sein un nouveau président pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. La personne élue prend le titre et la fonction de président.</p>
<p>Article 10 : L'association est administrée par un Comité Directeur de 19 membres maximum qui exerce l'ensemble des attributions que les présents statuts n'attribuent pas à un autre organe de l'association.</p> <p>Le comité directeur suit l'exécution du budget. Il assure la promotion et le développement pour chacune des disciplines pratiquées.</p> <p>Sur proposition du Bureau, il arrête un règlement intérieur qui précise les règles de fonctionnement de l'association. Ce règlement est consultable à tout moment par les adhérents de l'association.</p>	<p><i>Idem</i></p>	<p>Article 10 : la comptabilité au sein de l'association</p> <p>L'exercice budgétaire de l'association est fixé du 1^{er} septembre au 31 août.</p> <p>Le montant annuel d'adhésion au club est voté en Assemblée Générale.</p> <p>Cette somme correspond au financement des activités du club auquel viennent s'ajouter le montant de la licence fédérale, l'assurance et la part versée au CODERS et au CORERS.</p> <p>La comptabilité de l'association est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur. Il est justifié chaque année de l'emploi des cotisations, des subventions reçues et toutes ressources perçues par l'organisation de manifestations.</p> <p>Les ressources de l'association comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les cotisations et souscriptions de ses membres ; - Le produit des manifestations ; - Les aides du CODERS, du CORERS et de la Fédération ; - Les subventions des collectivités locales et des établissements publics ; - Les ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente - Le produit des rétributions perçues pour services rendus ; - Les dons des personnes privées et publiques.

		TITRE IV : modification des statuts et dissolution de l'association
<p>Article 11 : Les membres du Comité Directeur sont élus au scrutin secret par l'assemblée générale pour une durée de quatre ans. Le mandat du Comité Directeur expire à l'assemblée générale qui suit les derniers Jeux Olympiques d'été. Les postes vacants au Comité Directeur avant l'expiration du mandat de leurs précédents titulaires sont pourvus lors de l'assemblée générale suivante pour la durée du mandat qui reste à courir. Le conseiller technique départemental assiste avec voix consultative aux séances des instances dirigeantes.</p> <p>Ne peuvent être élus au Comité Directeur :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales ; 2. Les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales ; 3. Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps pour manquement grave aux règles techniques du jeu constituant une infraction à l'esprit sportif. <p>Les membres du comité Directeur sont élus au scrutin uninominal à un tour. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au candidat le plus jeune.</p>	<p><i>Idem pour les paragraphes 1 et 3 de l'article 11 des statuts actuels.</i> <i>N'ont pas été reprises dans les statuts approuver les dispositions du paragraphe 2 (inéligibilités au Comité Directeur) ; ces clauses relèvent des statuts fédéraux et ne figurent pas dans les statuts-type d'un club RS affilié.</i></p>	<p>Article 11 : modification des statuts Les statuts de l'association doivent être compatibles avec ceux de la FFRS.</p> <p>Les statuts ne peuvent être modifiés que par une Assemblée Générale extraordinaire sur proposition du Comité Directeur</p> <p>La convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les modifications, est adressée aux adhérents 15 jours avant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée Générale extraordinaire.</p> <p>Celle-ci ne peut modifier les statuts que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, 15 jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'Assemblée Générale extraordinaire statue alors sans condition de quorum.</p> <p>Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.</p> <p>La délibération de l'Assemblée Générale concernant la modification des statuts de l'association est adressée sans délai à la Préfecture du département.</p>
<p>Article 12 : Le Comité Directeur se réunit au moins trois fois par an. Il est convoqué par le Président de l'association. La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le quart de ses membres. Il ne délibère valablement que si le tiers au moins de ses membres est présent.</p>		<p>Article 12 : dissolution de l'association L'Assemblée Générale extraordinaire ne peut prononcer la dissolution de l'association que si elle est convoquée spécialement à cet effet. Elle se prononce dans les mêmes conditions que pour la modification des statuts.</p> <p>En cas de dissolution, elle désigne deux commissaires chargés de la liquidation des biens.</p> <p>La délibération de l'Assemblée Générale concernant la dissolution de l'association est</p>

		adressée sans délai à la Préfecture du département.
<p>Article 13 : L'assemblée générale peut mettre fin au mandat du Comité Directeur par un vote intervenant dans les conditions ci-après :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant le tiers de voix ; 2. Les deux tiers des membres de l'assemblée générale doivent être présents ou représentés ; 3. La révocation du Comité Directeur doit être décidée à la majorité absolue des suffrages exprimés. <p>L'assemblée générale procède à l'élection des membres d'un nouveau Comité Directeur après qu'un appel de candidatures ait été lancé par l'association.</p>	<p><i>Les dispositions de l'article 13 des statuts actuels n'ont pas été reprises dans les statuts à approuver. Elles figurent dans les statuts fédéraux mais non dans les statuts-type d'un club affilié.</i></p>	<p>Article 13 : surveillance Le président ou son délégué fait connaître, dans les trois mois, à la préfecture du département, tous les changements intervenus dans la direction de l'association, ainsi qu'au CODERS/CORERS et à la FFRS.</p> <p>Le procès-verbal de l'Assemblée Générale est adressé au CODERS.</p> <p>L'association est tenue d'informer le CODERS de la date de son Assemblée Générale afin qu'il puisse y être représenté</p>
<p>Article 14 : Le Comité Directeur choisit parmi ses membres au scrutin secret un Bureau composé d'un président, d'un ou plusieurs vice-présidents qui peuvent recevoir le titre de représentant du président et une délégation particulière au titre de l'article 16 des présents statuts, d'un secrétaire général, d'un secrétaire général adjoint, d'un trésorier et d'un trésorier adjoint.</p> <p>Les modalités de fonctionnement, les attributions, les règles de convocation et la représentation des femmes comptent au titre des dispositions obligatoires s'appliquant au bureau en application du point 2.2 de l'annexe I du décret du 7 janvier 2004 dans des conditions similaires à celles qui régissent le Comité Directeur.</p> <p>Le Bureau met directement en œuvre la politique définie par le Comité Directeur et votée par l'assemblée générale de l'association. Il assure le fonctionnement et la gestion de l'association dans tous ses aspects. Il rend compte de son activité à chaque réunion du Comité Directeur.</p>	<p><i>Les dispositions de l'article 14 et 15 des statuts actuels relatives au bureau figurent au sein de l'article 8 des statuts à approuver</i></p>	
<p>Article 15 : Le mandat du président et du bureau prend fin avec celui du Comité Directeur.</p>	<p><i>Idem</i></p>	
<p>Article 16 : Le président de l'association préside l'assemblée générale, le Comité directeur et le Bureau. Il ordonnance les dépenses. Il</p>	<p><i>Les dispositions de l'article 16 des statuts actuels apparaissent à</i></p>	

<p>représente l'association dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.</p> <p>Le président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Toutefois, la représentation de l'association en justice ne peut être assurée, à défaut du président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial attribué par le président après avis du Comité Directeur.</p>	<p><i>l'article 9 des statuts à approuver. Elles ont été complétées par un paragraphe sur la vacance de la présidence</i></p>	
<p>Article 17 :</p> <p>Sont incompatibles avec le mandat de président de l'association les fonctions de chef d'entreprise, de président de conseil d'administration, de président et de membre de directoire, de président de conseil de surveillance, d'administrateur délégué, de directeur général, directeur général adjoint ou gérant exercées dans les sociétés, entreprises ou établissements dont l'activité consiste dans l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de l'association.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à toute personne qui, directement ou par personne interposée, exerce en fait la direction de l'un des établissements, sociétés ou entreprises mentionnés ci-dessus.</p>	<p><i>Les dispositions de l'article 17 des statuts actuels ne sont pas reprises dans les statuts à approuver ; ces incompatibilités relèvent des statuts fédéraux et ne figurent pas dans les statuts-type d'un club RS affilié</i></p>	
<p>Titre V : autres organes de l'association</p>		
<p>Article 18 :</p> <p>Le Comité Directeur institue les commissions dont la création est prévue par le Ministre chargé des sports. Un membre au moins du comité directeur doit siéger dans chacune de ces commissions.</p> <p>En outre, le Comité Directeur peut de sa seule initiative créer d'autres commissions en fonction de ses besoins.</p> <p>Les commissions sont des organismes consultatifs susceptibles, dans leur domaine de compétence de présenter des propositions au Comité Directeur.</p>	<p><i>Les dispositions de l'article 18 des statuts actuels sont reprises en partie à l'article 7 des statuts à approuver. Mise en conformité avec statuts-type club RS</i></p>	
<p>Titre VI : dotation et ressources annuelles</p>		
<p>Article 19 :</p> <p>Les ressources annuelles de l'association comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les cotisations et souscriptions de ses membres ; - Le produit des manifestations ; - Les aides du CODERS et de la Fédération ; - Les subventions des collectivités locales et des établissements publics ; 	<p><i>Les dispositions des articles 19 et 20 des statuts actuels sont reprises dans l'article 10 des statuts à approuver (comptabilité association)</i></p>	

<ul style="list-style-type: none"> - Les ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente ; - Le produit des rétributions perçues pour services rendus ; - Les dons des personnes privées et publiques. 		
<p>Article 20 : La comptabilité de l'association est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur. Il est justifié chaque année auprès des représentants du ministre chargé des sports de l'emploi des subventions reçues par l'association au cours de l'exercice écoulé.</p>	<i>Idem</i>	
Titre VII : modification des statuts et dissolution		
<p>Article 21 : Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale sur proposition du Comité Directeur ou du dixième au moins des membres de l'assemblée générale représentant au moins le dixième des voix. Dans l'un ou l'autre cas, la convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les propositions de modifications, est adressée aux adhérents de l'association 15 jours au moins avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée générale. L'assemblée générale ne peut modifier les statuts que si la moitié au moins de ses membres, représentant au moins la moitié des voix, sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'assemblée générale statue alors sans condition de quorum. Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents représentant au moins les deux tiers des voix.</p>	<p><i>Les dispositions de l'article 21 des statuts actuels sont reprises dans l'article 11 des statuts à approuver. Elles sont complétées pour prendre en compte les pouvoirs.</i></p>	
<p>Article 22 : L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'association que si elle est convoquée spécialement à cet effet. Elle se prononce dans les conditions prévues par les troisième et quatrième alinéas de l'article 21.</p>	<p><i>Les dispositions des article 22 et 23 des statuts actuels sont regroupées dans l'article 12 des statuts à approuver</i></p>	
<p>Article 23 : En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation de ses biens.</p>	<i>Idem</i>	
<p>Article 24 :</p>	<p><i>Les dispositions de l'article 24 des</i></p>	

<p>Les délibérations de l'assemblée générale concernant la modification des statuts, la dissolution de l'association et la liquidation de ses biens sont adressées sans délai au CODERS et au représentant du Ministre chargé des sports.</p>	<p><i>statuts actuels sont réparties au sein des articles 11 et 12 des statuts à approuver</i></p>	
<p>Titre VIII : surveillance et publicité</p>		
<p>Article 25 : Le président de l'association ou son délégué fait connaître dans les trois mois à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où elle a son siège social tous les changements intervenus dans la direction de l'association.</p> <p>Les documents administratifs de l'association et ses pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement sur toute réquisition du ministre chargé des sports ou de son délégué, à tout fonctionnaire accrédité par eux.</p> <p>Le procès-verbal de l'assemblée générale, le rapport moral et le rapport financier et de gestion sont adressés chaque année au CODERS.</p>	<p><i>Les dispositions de l'article 25 des statuts actuels sont reprises en partie dans l'article 13 des statuts à approuver (mise en conformité avec statuts type club RS)</i></p>	
<p>Article 26 : Le Ministre chargé des sports a le droit de faire visiter par ses délégués les établissements fondés par l'association et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.</p>	<p><i>Dispositions non reprises. Concernent les statuts fédéraux</i></p>	